Table ronde tripartite sur les tendances et les réformes en matière de pensions

Évaluation globale du système de pensions

Tunisie (Gouvernement)

Principe 1. OBJECTIF DE LA COUVERTURE UNIVERSELLE

Partant du principe que l'universalisation de la protection sociale est un mouvement à long terme et une dynamique continue, la Tunisie a bâti son système de protection sociale selon une approche progressive. Ce dernier repose sur un ensemble des régimes de sécurité sociale et des programmes d'assistance sociale.

Ainsi, au niveau de la sécurité sociale, la couverture sociale a été étendue progressivement au fil des années aux différentes catégories socioprofessionnelles à travers la mise en place de divers régimes de sécurité sociale répondant aux besoins et aux spécificités professionnelles de ces catégories et tenant compte de leurs capacités contributives. Actuellement, le système de la sécurité sociale (y compris le système de pensions) couvre tous les secteurs d'activité et la quasi-totalité des catégories socio professionnelles. Le taux de couverture sociale réelle dans les deux secteurs public et privé est de l'ordre 85 %.

Au niveau de l'assistance sociale, la Tunisie a mis en place des programmes et mécanismes non contributifs de lutte contre la pauvreté (le Programme National d'Aides aux Familles Nécessiteuses en 1986 (PNAFN), l'assistance médicale gratuite et à tarif réduit en 1998 et les aides octroyées aux handicapés). Ces programmes sont financés par le budget de l'Etat.

Principe 2. SOLIDARITE SOCIALE ET FINANCEMENT COLLECTIF

La sécurité sociale en Tunisie (y compris le système de retraite) fonctionne selon le principe de répartition. Elle repose sur un financement collectif et une mutualisation des risques. Son financement est basé principalement sur les coti-contributions des salariés et des employeurs.

A noter que dans le cadre de la diversification des sources de financement de la sécurité sociale, une contribution sociale de solidarité affectée entièrement au financement des caisses de sécurité sociale a été créée en 2018. Sont soumis à cette contribution aussi bien les personnes physiques que des personnes morales.

Principe 3. DROIT A DES PRESTATIONS DE RETRAITE ADEQUATES ET PREVISIBLES

Le système tunisien de sécurité sociale est un système de couverture professionnelle. La couverture par un régime de sécurité sociale est liée à l'exercice d'une activité professionnelle. L'ouverture des droits aux prestations de sécurité sociale (y compris le droit à pension) est liée à certaines conditions fixées par la loi qui garantit des niveaux de pensions minima.

Principe 4. RESPONSABILITE DE L'ETAT

La sécurité sociale est un service public. Les lois en vigueur consacrent la responsabilité générale de l'Etat qui reste un garant du dernier ressort pour assurer la pérennité financière et budgétaire du système de sécurité sociale et garantir des prestations adéquates et prévisibles.

Principe 5. LA NON DISCRIMINATION, L'EGALITE DES SEXES ET LA REACTIVITE AUX BESOINS SPECIFIQUES

Tous les mécanismes et programmes de protection sociale garantissent le caractère inclusif de la protection sociale sans discrimination, ni distinction faite entre hommes et femmes. A la vieillesse, le droit aux prestations offertes par le système de la protection sociale obéit à des critères objectifs et à des conditions qui sont fixées par la loi sans distinction faite entre les membres de la société (y compris entre les hommes et les femmes). En revanche, des dispositions particulières sont prévues au profit des personnes ayant des besoins spécifiques.

Principe 6. VIABILITE FINANCIERE BUDGETAIRE ET ECONOMIQUE

Le système de la sécurité sociale (notamment la branche retraite) connaît depuis des années des tensions financières grandissantes dues principalement aux mutations démographiques, la générosité du système, recul de l'emploi dans le secteur privé, importance du secteur informel, ...

Devant cette situation, plusieurs mesures ont été prises :

- Réforme du régime de retraite dans le secteur public,
- Création d'une contribution sociale de solidarité affectée entièrement au financement des caisses de sécurité sociale,
- Mise en place d'une nouvelle stratégie pour améliorer le recouvrement des créances de la CNSS.

Principe 7. TRANSPARENCE

La gestion administrative et financière de chaque caisse de sécurité sociale est assurée par un conseil d'administration tripartite (Gouvernement, Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT), Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (UTICA)) présidé par un président directeur général. Ces caisses sont soumises à la tutelle du Ministère des Affaires Sociales et au contrôle financier de la Cours des Comptes et des structures d'inspection et du contrôle du Ministère des Finances et de la Présidence du Gouvernement.

Principe 8. PARTICIPATION DES PARTENAIRES SOCIAUX ET CONSULTATIONS

Les conseils d'administration des caisses de sécurité sociale sont tripartites. Cette approche participative et consensuelle est renforcée par la signature du contrat social conclu le 14 janvier 2013 entre le Gouvernement et les partenaires sociaux (UGTT, UTICA) qui a créé une commission tripartite de protection sociale qui constitue le seul cadre légal de tout projet de réforme en matière de protection sociale.

Principe 9. REVISION PERIODIQUE DES PRESTATIONS DE RETRAITE

Les pensions sont révisées selon les mécanismes suivants :

- La péréquation pour le secteur public
- Indexation des pensions à l'évolution du SMIG pour le secteur privé